

E 2001 (E) 1/26
[DoDiS-1659]

*Le Conseiller de Légation à la Division des Affaires étrangères du
Département politique, J.-A. Cuttat, au Chef du Département politique,
M. Petitpierre*

SUR MES ENTRETIENS AVEC M. CHURCHILL ET M. MONTAG

Copie

R Très confidentiel

Berne, 22 septembre 1946

Genève, le 23 août 1946

En répondant à l'allocution de bienvenue de M. Perréard, M. Churchill qualifia Genève de «centre de la vie internationale».

En cours de route pour Choisi, je lui signalai, en manière de boutade, que son arrivée coïncidait avec celle des Russes avec qui nous venions de renouer nos relations diplomatiques¹. «Ils ne voulaient pas, n'est-ce pas?» répondit M. Churchill.

Je fus frappé par le souci qu'il avait de saluer les ouvriers et les paysans. Quand même il n'y en avait qu'un ou deux à le regarder, il se levait de son siège pour leur adresser son signe. «Ce sont les travailleurs que j'aime le mieux» me dit-il à deux reprises. Je n'y vois pas seulement un besoin de popularité, mais surtout la conscience d'être, en face de Staline, la seule personnalité capable d'attirer les grandes masses.

Choisi, le 11 septembre 1946

Au retour de Lausanne, le Lt.-Col. Bracher et moi fûmes retenus à déjeuner. Je fus placé à côté de M. Churchill. Vers la fin du repas, il s'anima subitement et me demanda ce qu'on pensait en Suisse des risques de guerre. Je répondis que le Conseil fédéral est inquiet et se demande si les forces franco-anglo-américaines seraient prêtes à refouler une avance russe vers l'Europe

1. *Pour la reprise des relations diplomatiques entre la Suisse et l'URSS, cf. table méthodique du présent volume: Union soviétique – Relations politiques.*

occidentale étant donné le nombre énorme de divisions soviétiques concentrées aux frontières russes (4 à 5 millions d'hommes à l'Est et à l'Ouest de la Russie, précisa plus tard M. Bracher)². «Cela ne doit pas nous inquiéter, répartit M. Churchill, car les Etats-Unis ont aujourd'hui, non plus vingt comme il y a deux ans, mais deux mille bombes atomiques³. Une seule de ces bombes est capable de pulvériser Moscou.» Je demandai si cela empêcherait les Russes d'avancer jusqu'à l'Océan Atlantique. «Je le crois, répondit Churchill, parce que les bombes détruiront les centres d'approvisionnement et les nœuds ferroviaires». – Mais est-il certain que les Etats-Unis entreront en guerre? demandai-je.

– Une fois que les Américains sont lancés, répliqua-t-il, ils manquent singulièrement de mesure.»

– Puis il exhala son aversion contre les Soviets. – Treize hommes, dans le Kremlin, travaillent contre l'Europe et le monde. Je les ai vus, avec leurs grosses têtes de savants».

Je demandai s'il n'y avait pas, chez les dirigeants soviétiques, un curieux mélange de ruse et de massivité inintelligente, puisqu'ils gaspillent le crédit que leur avait valu la victoire et risquent de déclencher une guerre atomique où ils seront écrasés.

– «C'est exactement mon avis, dit-il, ils sont parfois stupides. Ainsi, Vichinski vient de dire des Italiens qu'ils sont forts à la course et faibles au combat, ce qui va ruiner le parti communiste en Italie».

De l'avis de M. Churchill, les Russes n'auront la bombe atomique que dans cinq ou six ans. – «En effet, me dit-il, il existe aux Etats-Unis deux villes de 80'000 habitants dont chacun a un titre universitaire et se consacre à l'énergie atomique⁴. Les Russes n'ont pas pu mettre cela sur pied depuis la fin de la guerre». Il me parla ensuite de Staline qu'il définît: «Un homme difficile à faire rire, un masque et un monstre».

En 1944, Staline lui avait proposé d'envahir la Suisse pour pouvoir attaquer l'Allemagne de ce côté⁵. En me regardant longuement, M. Churchill me dit qu'il avait alors répondu sèchement à Staline: «Nous autres, les Anglais, nous ne faisons pas des choses pareilles. Nous n'envahissons pas un pays neutre». Je ne manquai pas de lui répondre que l'on ne sait pas chez nous à quel point nous lui sommes redevables. J'ignore si Miss Mary lui avait déjà transmis la question de savoir s'il désirait, à Berne, parler à la foule, ou s'il se contenterait de parler à l'intérieur du Rathaus. Peut-être voulait-il ainsi me laisser entendre que le fait de le laisser dire quelques mots au peuple était vraiment la moindre des choses de notre part. Quoiqu'il en soit, je saisis cette occasion pour lui demander si, à Zurich, il parlerait des Russes. «Je ne les mentionnerai pas,

2. *Sur la perception américaine de la probabilité d'une attaque russe contre les Etats-Unis en 1947, cf. les rapports politiques de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 31 octobre 1947, DoDiS-2236, et du 5 décembre 1947, DoDiS-2237.*

3. *Cf. N° 81, publié dans le présent volume.*

4. *Cf. le rapport politique de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 11 décembre 1945, DoDiS-2233.*

5. *Sur la position de l'URSS envers la neutralité suisse en 1944, cf. le rapport politique de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 2 novembre 1946, DoDiS-2234.*

dit-il, mais je laisserai les auditeurs conclure. Je sais où je parle. La Suisse n'est pas comme l'Amérique, où tout le monde peut dire n'importe quoi, de sorte que les mots y ont moins de valeur. Mais le Président Truman aussi m'avait applaudi à Fulton⁶, vous pouvez le vérifier au cinéma. Ce que j'ai dit alors, presque tout le monde en Occident le pense aujourd'hui.»

Avant de se lever de table, M. Churchill me demanda en quoi consistait le différend entre le Conseil fédéral et le Général Guisan⁷, qu'il avait invité à déjeuner quelques jours auparavant et qui lui avait fait bonne impression (suivant ce que me répéta M. Montag). Je m'exécutai en termes aussi généraux que possible. «La querelle est-elle maintenant terminée?» – «Entièrement», répondis-je.

En me quittant, il me dit: «Soyez prêts!»

Le lendemain, M. Montag téléphona à M. Bracher que M. Churchill était un peu déçu de ne pouvoir parler à Berne qu'à quelques invités à l'intérieur de l'Hôtel de Ville et qu'il détestait décevoir la foule qui attendait dehors⁸.

Choisi–Genève–Berne, le 16 septembre 1946

Le matin, j'allai avec M. Bracher chercher les Churchill pour les conduire à Genève. M. Montag me dit que Churchill était revenu sur la proposition que lui avait faite Staline d'envahir la Suisse. Staline lui aurait dit, à cette occasion: «Les Suisses sont des cochons!»

En voiture, je demandai à M. Churchill si l'affaire Wallace n'ébranlerait pas le prestige de M. Truman. «Il n'a pas grande chose à perdre», fut la réponse.

A l'Agence des prisonniers, M. Churchill ne témoigna que très peu d'intérêt pour les fichiers et mit fin à la visite au bout de quelques minutes.

Au déjeuner chez M. Bodmer, M. Churchill répondit aimablement au discours un peu long de M. Max Huber. Cette allocution ne contenait rien de particulièrement intéressant.

Dans le train spécial qui conduisit M. Churchill de Genève à Berne, nous veillâmes à ce qu'on le laisse se reposer.

M. Montag m'apprit que M. Pilet-Golaz et M. le Ministre Burckhardt avaient été déjeuner à Choisi quelques jours auparavant. Il précisa d'ailleurs par la suite que M. Pilet-Golaz n'annonça son arrivée qu'au dernier moment, alors que le déjeuner avec M. Burckhardt était déjà fixé, de sorte que ce dernier

6. Pour les réactions de H. Truman et du public américain au discours de W. Churchill à Fulton, cf. le rapport politique de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 8 mars 1946, DoDiS-2195 et la lettre de K. Bruggmann à M. Petitpierre du 8 mars 1946, DoDiS-2232.

7. Sur la position du Général Guisan dans ce différend mentionné, cf. le Rapport du Général Guisan à l'Assemblée fédérale sur le service actif 1939-1945, pour une version publiée de ce rapport, cf. E 27/15058. Pour la position du Conseil fédéral, cf. le Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le rapport du Général sur le service actif de 1939 à 1945, cf. DoDiS-2066 ou cf. FF, 1947, I, pp. 461 ss. Sur la discussion des deux rapports, cf. e. a. N° 112, publié dans le présent volume.

8. Pour l'organisation de la réception de W. Churchill à Berne, cf. la lettre du gouvernement bernois au DPF du 11 septembre 1946, E 2001 (E) 1/26.

n'y est pour rien. M. Churchill qualifia M. Burckhardt «d'homme très distingué». Quant à M. Pilet-Golaz, qui n'avait cessé de le contredire, notamment sur la question de l'entrée en guerre éventuelle des États-Unis, M. Churchill dit de lui: «Cet homme est fou. Il a reçu un coup sur la nuque»⁹.

Au Lohn, ma femme (qui s'occupait de Mrs. Churchill) fut retenue à dîner. M. Churchill lui dit que la Suisse est le pays le mieux gouverné du monde parce que la pyramide sociale y est beaucoup moins verticale qu'ailleurs. Il lui dit aussi qu'il avait eu le plaisir de parler avec le Général Guisan¹⁰.

Mme Churchill raconta ceci à ma femme: A Yalta, Staline déclara à M. Churchill, *en présence* de Gusev, l'Ambassadeur soviétique à Londres, que ce dernier est un incapable et qu'il regrettait d'avoir à Londres un pareil représentant. Ce fut si gênant que Churchill se sentit obligé de contredire Staline et de faire l'éloge de Gusev. Elle expliqua aussi à ma femme que Moscou n'est plus considéré en Russie que comme un avant-poste, le centre de gravité se trouvant derrière l'Oural, en Sibérie, où se trouvent la ville et l'Université de Tachkent (où Tito a passé six années) dont nous pouvons difficilement nous faire une idée. C'est maintenant le type mongol qui est apprécié en Russie. Du Général de Gaulle, Mme Churchill dit qu'il était fort désagréable, mais que c'était une personnalité. Lorsque Weygand demanda, en 1940, 150 avions aux Anglais, Churchill était prêt à les donner, mais de Gaulle le pria (à Bordeaux) de ne pas le faire parce que cette demande ne visait pas à renforcer le front français, mais uniquement à affaiblir l'armée britannique dont le Général Weygand souhaitait la défaite.

Berne, le 17 septembre 1946

Le matin, M. Churchill me dit, visiblement irrité, que le Consul général de Grande-Bretagne à Zurich lui avait écrit une lettre lui conseillant de ne pas parler politique dans son discours de Zurich. «De quoi parlerai-je, sinon de politique?» Je lui dis que j'ignorais tout de cette démarche. M. Montag pense que le Consul Cable sera prochainement transféré.

Le soir, M. Montag me dit que M. Churchill était ravi de son entretien avec Monsieur Petitpierre. «He is a first-class man» lui aurait-il dit. M. Churchill me dit ensuite à moi-même que cet entretien avait été très intéressant¹¹.

Zurich, les 18, 19 et 20 septembre 1946

Arrivé à l'Hôtel Dolder, M. Churchill nous invita à dîner avec lui, M. Bracher et moi. Il tenait à nous lire la première moitié du discours qu'il devait prononcer à l'Université et qu'il n'acheva que le lendemain matin¹². Jamais je ne l'ai vu en si bonne forme; il était pétillant d'esprit, ravi de son passage à Berne et un peu ému de l'idée qu'il adresserait le lendemain au

9. Pour l'opinion de W. Churchill sur M. Pilet-Golaz, cf. le rapport du Lt.-Col. H. Bracher du 18 octobre 1946, pp. 20 ss., DoDiS-2184.

10. Cf. N° 83, publié dans le présent volume.

11. Cf. le rapport de M. Petitpierre du 1er février 1947, DoDiS-2185, et sa note du 9 février 1965, E 2800/1990/106/18. Cf. aussi son rapport du 17 septembre 1946, E 2800/1990/106/14.

12. Cf. le rapport du Lt.-Col. H. Bracher du 18 octobre 1946, pp. 31 ss., DoDiS-2184.

monde un appel d'une grande portée historique. Il prévoyait une réaction hostile en URSS, mitigée en France, du moins au début, et plutôt favorable aux Etats-Unis. «Et que pensera votre propre Gouvernement, lui demandai-je» – «Il ne sera guère hostile; d'ailleurs cela m'est bien égal» fut sa réponse¹³. Il estime que les réactions de gouvernements ne sont pas décisives. Si elles sont négatives, il entend rallier l'opinion des particuliers par une espèce de plébiscite officieux, à l'exemple de ce qu'a fait l'Union pour la Société des Nations. Par cette voie indirecte, il juge possible de gagner peu à peu l'assentiment des gouvernements. «Il faut que les Français comprennent que leurs ressentiments envers l'Allemagne ne doivent pas compromettre la reconstitution d'une Europe forte et viable. – Je n'aime pas le Général de Gaulle, mais c'est la seule personnalité capable de relever la France», dit-il à ce propos. Quant à l'Allemagne, il pense que les différents «pays» dont elle se composera peut-être pourraient joindre individuellement les «Etats-Unis de l'Europe». «Le peuple allemand a maintenant une dernière chance de se faire pardonner son passé. S'il ne la saisit pas, s'il se laisse entraîner par le communisme comme il s'est laissé entraîner par le nazisme, ce sera la fin de la clémence et nous l'exterminerons».

Pour ce qui est de la Suisse, M. Churchill releva qu'elle méritait une place particulière dans la communauté internationale. Il me dit: «Vous voyez que mon discours ne contient rien de compromettant pour vous. Si j'y parlais des treize hommes du Kremlin, je comprends que vous ne vous sentiriez pas très à votre aise¹⁴.»

Je lui demandai si l'Angleterre ferait partie des «Etats-Unis de l'Europe». «J'ai préféré ne pas le souligner, répondit-il, afin de laisser aux autres le soin de nous inviter. Il ne faut pas donner l'impression que nous voulons contrôler l'Europe, bien qu'il soit évident que l'Angleterre seule est aujourd'hui capable de la diriger convenablement». Il ajouta que l'Angleterre ne pourrait guère en faire partie en même temps que la Russie: «Ou on invitera peut-être cette dernière, qui refusera, et alors, l'Angleterre pourra entrer.»

Il évoqua de nombreux souvenirs militaires et s'entretint longuement à ce sujet avec le Lt.-Col. Bracher qui vous soumettra son rapport. A deux reprises, il invita M. Bracher à se rendre en Angleterre où il le mettrait en contact avec de nombreuses personnalités. La soirée se termina sur une note philosophique.

13. *Pour les réactions du gouvernement et du public britanniques au discours de W. Churchill, cf. le rapport politique de P. Ruegger à M. Petitpierre du 24 septembre 1946, DoDiS-2176. Cf. aussi le télégramme, non reproduit, de P. Ruegger au DPF du 23 septembre 1946.*

14. *Cf. la lettre de M. Petitpierre à H. Streuli, Conseiller d'Etat zurichois, du 13 septembre 1946, dans laquelle le Conseil fédéral refuse de prendre la responsabilité politique pour le contenu du discours que W. Churchill se préparait à tenir, E 2001 (E) 1/26. A ce sujet, cf. la note de M. Petitpierre du 9 février 1965, dans laquelle celui-ci se souvient que [l]orsque la question fut discutée au Conseil fédéral, le Chef du Département de Justice et Police émit l'avis que je devais, comme Chef du Département politique, demander à M. Churchill de me soumettre préalablement le texte de son discours. Je m'y refusai catégoriquement. En définitive, le Conseil fédéral donna son accord à ce que ce discours fût prononcé, en admettant que deux conditions étaient remplies, dont l'une au moins ne l'était pas, à savoir qu'il ne s'agissait pas essentiellement d'un discours politique. Cf. E 2800/1990/106/18.*

«Le Bon Dieu est un auteur dramatique qui a de la chance; le monde entier prend part à sa comédie. Mais en ce moment, Il doit être un peu ennuyé au sujet du dénouement de la pièce: il y aura beaucoup de morts».

Le lendemain, à l'Université, les applaudissements furent frénétiques. M. Churchill se montra sensible à mes éloges et me dit: «Vous voyez bien que je n'ai pas parlé des Russes». L'accueil du peuple zurichois fut chaleureux, mais moins vif cependant que celui des Bernois.

Le déjeuner à l'Hôtel de Ville manquait un peu de distinction et de gaieté. Il paraît que le Consul général anglais, sans doute parce que M. Churchill ne l'avait pas salué la veille, à la gare, s'y est moqué de lui en disant que son discours ne valait rien et que Churchill n'a plus aucune influence. Certains Zurichois n'aiment pas M. Cable, surtout à cause du zèle draconien avec lequel il mania la liste noire pendant la guerre.

Au dîner offert le soir du 19 par l'Université, M. Churchill fit une belle allocution dans laquelle il précisa en quelque sorte le sens de son discours. Après avoir évoqué le charme des vieux temps, il parla des innombrables termitières qu'il avait vues en Australie, où chaque termite accomplit mécaniquement sa fonction, image du progrès que veut nous imposer le régime soviétique. Il leva son verre à la santé de l'être humain, du «bonhomme» que le communisme cherche à piétiner.

Dans la voiture, il me dit que la presse anglaise n'avait pas compris son discours en le qualifiant de «paroles de paix»¹⁵. Lorsqu'il me parla ensuite de l'ingratitude de la France envers Clemenceau, je lui demandai si l'Angleterre n'avait pas agi de même envers lui. Il répondit: «Ce n'est pas la même chose. Les conservateurs avaient été au pouvoir depuis très longtemps. Il faut être Anglais pour bien comprendre notre politique». Il reconnut ensuite que l'Angleterre et la France sont en grande partie responsables de l'avènement d'Hitler. «N'est-il pas vrai, demandai-je, qu'à l'époque de Munich, les forces françaises et anglaises auraient pu étouffer le nazisme?» « Certainement, répondit-il. L'Angleterre ne s'est jamais rendue coupable de méchanceté, mais souvent de stupidité».

De retour à l'hôtel, malgré les cinq discours qu'il avait faits au cours de cette journée fatigante, il exigea que nous prenions un whisky avec lui. Dans l'intervalle, votre télégramme était arrivé¹⁶, il nous en donna lecture et dit: c'est vraiment très gentil de la part de Monsieur Petitpierre.» Il se déclara une fois de plus enchanté de son séjour en Suisse, et nous fit encore un petit discours où il dit: «Qu'est-ce que désirent les hommes? Les jeunes gens veulent épouser les jeunes filles, avoir des enfants, jouir un peu de la vie... mais les politiciens moisis proposent toutes sortes d'autres buts et nous précipitent ainsi dans la pire des catastrophes».

15. Cf. note 8.

16. Cf. N° 91, publié dans le présent volume.